

# Comment pourrait-on dire non à la nature?

OPINION



**RAPHAËL ARLETTAZ**  
PROFESSEUR DE BIOLOGIE  
DE LA CONSERVATION,  
UNIVERSITÉ DE BERNE



**ARNAUD ZUFFEREY**  
INGÉNIEUR EN ÉNERGIE,  
SIÈRE

Initiative  
pour la  
biodiversité

La législation  
biodiversité  
déjà en place  
Les Suisses  
semble. Pour  
erai comme  
nt, l'initiative  
notre nature  
ge (Initiative  
a trop loin;  
t rage.

Le 22 septembre, nous sommes appelés à nous prononcer sur plus de moyens à allouer pour la protection de la biodiversité et du paysage, conformément aux engagements internationaux de la Suisse, à sa stratégie biodiversité et à son plan d'action. Les opposants estiment que l'on en fait déjà assez, qualifiant l'initiative d'extrême, alors que le vivant décline partout, en Suisse aussi. Selon les données de la Confédération, le tiers de nos espèces sont menacées tandis que la moitié des milieux de vie de la flore et de la faune indigènes sont en danger. Comment pourrait-il en être autrement si l'expansion des activités humaines sacrifie de plus en plus de milieux naturels et que la plupart des infrastructures négligent l'intégration de surfaces et d'éléments favorables à la biodiversité?

La majorité de nos dirigeants se sont aguerris aux questions économiques, sociales et

financières, dans une perspective purement anthropocentrée. Ils ne proposent donc au mieux que des solutions techniques. Les processus biogéochimiques qui animent la biosphère, ainsi que les enjeux de leur pérennité, sont ainsi largement ignorés alors que la biodiversité est le socle ultime dont dépendent notre existence et in fine la totalité de nos activités. La biodiversité est donc ignorée dans de vastes pans de la société ainsi que dans les sphères décisionnelles. Pourtant, intégrer la question biodiversitaire à tous nos projets sera de plus en plus une question d'ordre existentiel pour notre propre espèce. Deux exemples.

La destruction du système climatique met à mal l'économie et la santé humaine. En Suisse, le réchauffement climatique fait déjà plus de victimes que le trafic routier. Les mesures mises en avant pour tenter de tamiser ses effets dévastateurs, par exemple l'assainissement thermique des bâtiments, sont essentiellement techniques. Nos zones résidentielles sont ainsi

devenues le règne du «béton-goudron-gabion-gazon», des surfaces qui absorbent plus que tout le rayonnement solaire, renforçant d'autant la sensation d'étouffement. Pour réponse, on recourt de plus en plus aux climatiseurs, aggravant notre dépendance énergétique. Et on néglige systématiquement les solutions offertes par la biodiversité. Il suffirait pourtant de planter, partout au sein des espaces minéralisés à outrance, des arbres feuillus de haut jet d'essences indigènes. Via leur ombre et l'évapotranspiration, la végétation réduit considérablement les îlots de chaleur des zones construites.

La destruction du climat engendre de plus en plus de catastrophes. L'énergie accumulée par le réchauffement atmosphérique entraîne une augmentation de la fréquence et de l'intensité des événements météorologiques extrêmes, notamment du régime et du volume des précipitations. Nous vivons en direct cette accélération, le premier semestre de 2024 ayant été particulièrement arrosé, avec moult inondations à l'appui. Il est consternant d'entendre certains dirigeants politiques et agents étatiques affirmer que ces catastrophes étaient imprévisibles alors que cela fait des décennies que les climatologues nous les annoncent. Nos cours d'eau modernes, tant en plaine qu'en montagne, ont pour la plupart été corsetés par des endiguements: ils ne peuvent plus aujourd'hui assurer leur fonction d'évacuation face à l'ampleur des volumes d'eau de crue générés par les intempéries. Partout où c'est possible, il faudra les élargir pour permettre aux hautes eaux d'être contenues; sinon, les ravages dus aux inondations vont se multiplier. Lorsque l'on élargit le lit d'une rivière, qu'on lui redonne une partie de l'espace dont elle disposait à l'origine, on permet à des éléments de la biodiversité des écosystèmes riverains (les plus riches de tous en espèces) de se réimplanter. Au lieu de n'être que de simples canaux de fuite sans vie, les cours d'eau redeviennent ainsi des axes de connectivité écologique, répondant de plus aux exigences de la Confédération en matière d'infrastructure écologique.

Nous avons un besoin vital de nature: aidons-la à se régénérer en lui allouant des moyens. Pour la pérennité de notre civilisation, notre qualité de vie et notre santé, votons oui le 22 septembre! ■